ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 22 mars 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des Officiers du Service de Santé des Cadres actifs et au Statut de l'Ecole du Service de Santé", a donné en sa séance du 16 mai 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose des modifications qui rencontrent les intentions du Gouvernement.

Ces modifications sont contenues dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e Maart 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "betreffende de werving, de vorming en de bevordering van de officieren van de actieve kaders van de Gezondheidsdienst en het Statuut van de School van de Gezondheidsdienst", heeft ter zitting van 16 Mei 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt wijzigingen voor die aan de bedoelingen der Regering beantwoorden.

Die wijzigingen zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE DU REGENT RELATIF AU RECRUTEMENT, A LA FORMATION ET A L'AVANCEMENT DES OFFICIERS DES CADRES ACTIFS DU SERVICE DE SANTE ET AU STATUT DE L'ECOLE DU SERVICE DE SANTE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, modifiée par les lois des 18 mars 1927, 27 juin 1930 et 14 juillet 1930;

Vu la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnée par l'arrêté royal du 15 février 1937 et modifiée par les lois des 20 août 1947 et 21 août 1948;

Vu la loi du 16 juin 1937 fixant les cadres, en officiers, de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie;

Vu la loi du 30 juillet 1938. concernant l'usage des langues à l'armée;

Vu la loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, notamment l'article 18;

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1937 relatif à la répartition des officiers en suite de la loi précitée du 16 juin 1937, modifié par les arrêtés du Régent des 16 novembre 1945 et 9 juillet 1949;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1940 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, notamment l'article 13;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Chapitre premier.- Recrutement des officiers du service de santé.

Article 1er.-

Les officiers médecins et pharmaciens des cadres actifs du service de santé se recrutent :

1° parmi les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou de pharmacien, qui ont terminé leurs études universitaires alors qu'ils étaient élèves de l'Ecole du service de santé;

2° en cas d'insuffisance numérique des promotions sortant de l'école d'officiers du service de santé, parmi les militaires en activité de service, en congé illimité ou en congé sans solde, porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou de pharmacien, et ayant suivi avec succès le cycle de formation de candidat sous-lieutenant médecin de réserve ou de candidat sous-lieutenant pharmacien de réserve.

./....

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale fixe chaque année le nombre d'officiers du service de santé à recruter dans chacune des deux catégories mentionnées à l'article 1er.

Chapitre II. - Ecole du service de santé.

Article 3.-

L'organisation de l'Ecole du service de santé, les attributions des autorités dont elle dépend ainsi que ses programmes d'instruction sont réglés par le Ministre de la Défense nationale.

Article 4.-

L'Ecole comprend notamment :

1 ° une "école d'officiers du service de santé";
2° une "école d'application du service de santé".

Article 5.-

L'école d'officiers du service de santé a pour but :

1° d'assurer le recrutement des élèves mentionnés à l'article 1er, 1°;

2° de leur donner l'éducation physique, les notions d'éducation et d'instruction militaires et les connaissances linguistiques nécessaires pour leur permettre d'accéder au rang d'officier;

3° de leur enseigner les éléments de la médecine ou de la pharmacie militaire.

./....

Article 6.-

L'école d'application du service de santé a pour but de donner aux candidats recrutés en vertu de l'article 1er, après qu'ils ont obtenu le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou de pharmacien :

1° une spécialisation dans la médecine ou la pharmacie militaire, notamment en leur faisant subir un stage en ces matières;

2° un complément d'enseignement linguistique.

Article 7.-

L'enseignement de l'école d'application du service de santé dure un an au maximum, sauf décision contraire du Ministre de la Défense nationale.

Article 8.-

Dans les conditions déterminées par le Ministre de la Défense nationale, les officiers du service de santé, porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou de pharmacien, peuvent être autorisés à suivre en Belgique ou à l'étranger un enseignement complémentaire reconnu utile aux forces armées. Pendant la durée de ces études, les intéressés sont administrativement affectés à l'école d'application.

Chapitre III. Les élèves de l'Ecole du service de santé.

Article 9.-

L'admission à l'école d'officiers du service de santé des élèves mentionnés à l'article 1er, 1°, se fait en première année.

Toutefois, si le nombre de candidats admis en première année n'atteint pas celui fixé pour la promotion à recruter, celle-ci pourra être complétée l'année suivante par l'admission directe de candidats en deuxième année.

Le nombre de candidats admis directement en deuxième année ne pourra en aucun cas dépasser le nombre d'élèves fixé l'année précédente pour la dite promotion.

Article 10.-

Pour être admis comme élèves à l'école d'officiers du service de santé, les candidats doivent remplir les conditions requises pour les volontaires de carrière, sauf les exceptions prévues par le présent arrêté.

Article 11.-

Pour être admis comme élèves en première année, les candidats doivent :

1° être âgés de 22 ans au plus; toutefois, la limite d'âge est portée à 26 ans pour les militaires non miliciens, les volontaires de guerre et les candidats portés sur une des quatre premières listes visées par l'article 2 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

2° être porteurs du certificat de la première épreuve de l'examen pour le grade académique, soit de candidat en sciences naturelles et médicales, soit de candidat en sciences préparatoires à la pharmacie.

Article 12.-

Pour être admis directement en deuxième année, les candidats doivent :

./....

1° être âgés de 23 ans au plus; toutefois, la limite d'âge est portée à 27 ans pour les militaires non miliciens, les volontaires de guerre et les candidats portés sur une des quatre premières listes visées par l'article 2 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947;

2° être porteurs du certificat de la deuxième épreuve de l'examen pour le grade académique de candidat en sciences naturelles et médicales ou du diplôme de candidat en sciences préparatoires à la pharmacie.

Article 13.-

Pour être admis comme élèves à l'école d'officiers du service de santé, les candidats doivent satisfaire à une visite médicale et à une épreuve d'aptitude physique subies à l'Ecole du service de santé devant une commission de visite et une commission d'aptitude physique, dans les conditions qui seront déterminées par arrêté ministériel.

La composition des commissions est fixée par le Ministre de la Défense nationale.

Article 14.-

Les candidats doivent également satisfaire à un concours comportant :

1° une épreuve sur la connaissance approfondie de la langue française ou néerlandaise, présentée comme première langue par le candidat;

2° une épreuve sur la connaissance élémentaire de la langue néerlandaise ou française, présentée comme deuxième langue par le candidat, et portant sur le programme des athénées royaux jusques et y compris la classe de troisième;

./....

3° une épreuve sur la physique et une épreuve sur la chimie portant sur le programme de la première candidature en sciences naturelles et médicales ou de la première candidature en sciences préparatoires à la pharmacie et comportant les matières enseignées au cours de l'année académique correspondante.

Le candidat qui a échoué deux fois au concours n'est plus admis à se présenter.

L'organisation des épreuves est réglée par arrêté ministériel.

Article 15.-

Le jury du concours prévu à l'article 14 est désigné par le Ministre de la Défense nationale. Il est présidé par le commandant de l'Ecole du service de santé ou son remplaçant. Il comprend, par épreuve, deux examinateurs choisis parmi les membres du corps enseignant d'un établissement d'instruction militaire.

Article 16.-

Pour figurer au classement final, les candidats doivent obtenir le minimum de points exigés pour chacune des épreuves sur la première et sur la deuxième langue. Ils peuvent figurer à ce classement quel que soit le résultat obtenu pour les épreuves sur la physique et la chimie.

Article 17.-

Les élèves de l'école des cadets ayant terminé avec fruit les humanités gréco-latines ou latines-mathématiques et désirant être admis à l'école d'officiers du service de santé après la première candidature en sciences naturelles et médicales ou en sciences préparatoires à la pharmacie, peuvent, en attendant cette admission, être

./...

placés en subsistance dans une unité pour suivre les cours universitaires précités dans une université belge de leur choix. Dans ce cas, ils doivent :

1° s'inscrire à ces cours dès la fin des humanités;

2° se présenter aux examens correspondants, à la fin de la première année académique consécutive à la fin de leurs humanités;

3° s'engagerà participer aux épreuves d'admission à l'école dans les conditions prévues aux articles 11 à 16.

Article 18.-

En cas d'échec aux examens prévus à l'article 17, 2°, ou en cas de non-admission à l'école d'officiers du service de santé, les engagements ou rengagements des intéressés peuvent être résiliés.

Article 19.-

Les dispositions des articles 10 à 16 du présent arrêté sont applicables aux candidats revêtus du grade d'officier de réserve.

En outre, ils ne sont admis à l'école que s'ils démissionnent au préalable du grade qu'ils occupent dans les cadres de réserve et si cette démission est acceptée.

Par dérogation à l'article 13, alinéa 6, de l'arrêté royal du 26 mars 1940, à l'expiration de leur rengagement ou en cas de résiliation de celui-ci, les intéressés pourront être réintégrés par arrêté royal dans les cadres des officiers de réserve avec leur grade et leur ancienneté.

../..

Article 20.-

Au moment de leur admission définitive, les élèves doivent signer :

1° des engagements et rengagements d'une durée totale :
   a) de trois ans au moins, en ce qui concerne les candidats officiers médecins admis directement en deuxième année;
   b) de quatre ans au moins, en ce qui concerne les candidats officiers médecins admis en première année et les candidats officiers pharmaciens admis directement en deuxième année;
   c) de cinq ans au moins, en ce qui concerne les candidats officiers pharmaciens admis en première année;

2° une déclaration, par laquelle ils s'engagent à poursuivre régulièrement leurs études universitaires et leurs études à l'Ecole du service de santé à partir de leur accession au grade d'officier;

3° une déclaration, par laquelle ils s'engagent à ne pas solliciter pour motifs de convenance personnelle leur envoi en congé sans solde, leur démission du grade d'officier ou leur passage dans les cadres de réserve avant d'avoir accompli six ans de service actif, à partir de la date de leur sortie de l'école d'application du service de santé.

Article 21.-

Les élèves admis à l'école d'officiers du service de santé poursuivent et achèvent leurs études universitaires dans une université belge de leur choix. Ils passent ensuite à l'école d'application du service de santé.

../..

Les élèves de la première année d'école d'officiers suivent les cours de deuxième année de candidature en sciences naturelles et médicales ou les cours de deuxième année de candidature en sciences préparatoires à la pharmacie.

Les années suivantes, ils suivent les cours correspondant aux années d'études académiques subséquentes.

L'inscription et l'assistance à ces cours est obligatoire et soumise au contrôle du commandant de l'école d'officiers du service de santé.

Article 22.-

Pendant la durée de ces cours, les élèves peuvent être placés en subsistance, soit dans une formation du service de santé, soit dans une autre unité, stationnée dans la garnison où est établi le siège de l'université à laquelle ils sont inscrits.

Ils peuvent, pendant cette période, être appelés à collaborer au service médical ou pharmaceutique de cette formation ou unité, sans qu'ils puissent toutefois être distraits de leurs cours universitaires, cliniques, exercices pratiques ou stages hospitaliers.

Article 23.-

Dès leur admission, les élèves sont soumis au régime militaire. Ceux de la même année d'études forment une promotion.

Les promotions sont numérotées dans l'ordre de leur entrée à l'école d'officiers du service de santé, à la suite de celles recrutées avant la mise en vigueur du présent arrêté.

../..

Article 24.-

Pendant les trois premières années d'école d'officiers du service de santé, ou les quatre premières années en ce qui concerne les élèves pharmaciens, les élèves portent le titre d'"élève médecin" ou d'"élève pharmacien", avec indication de l'année à laquelle ils appartiennent.

Le Ministre de la Défense nationale règle leur avancement dans les cadres subalternes. Ils ont droit aux allocations, indemnités et autres avantages afférents au grade dont ils sont revêtus.

Les soldés sont logés et nourris à l'école d'officiers du service de santé ou à l'organisme où ils sont placés en subsistance.

Les appointés supportent les frais de leur nourriture et subissent éventuellement la retenue pour le logement.

Au cours de leur troisième année, les élèves peuvent néanmoins être autorisés par le commandant de l'école à loger et à prendre leurs repas à l'extérieur.

Article 25.-

A leur entrée en quatrième année, les élèves médecins réunissant l'ensemble des conditions exigées des candidats officiers et porteurs du certificat de la première épreuve pour le grade académique de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, peuvent être nommés "sous-lieutenants élèves médecins" pour autant qu'ils aient satisfait à l'examen prévu à l'article 37.

Article 26.-

Lorsqu'ils ont obtenu le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, ou le diplôme de pharmacien, les élèves passent à l'école d'application du service de santé; les dispositions des articles 29 et 35 à 40 leur sont alors applicables.

../..

Article 27.-

Lorsque l'élève n'a réussi à aucune des deux sessions annuelles l'épreuve académique correspondant à sa promotion ou a échoué à l'examen de sortie de l'école d'application, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser l'intéressé à se présenter à l'épreuve ou à l'examen avec la promotion suivante et les mesures ci-après peuvent être prises à son égard :

1° l'élève de rang subalterne peut être placé en congé sans solde pour une durée d'un an au maximum et sera repris en force dès qu'il aura réussi l'épreuve;

2° l'élève du rang d'officier peut être placé en non-activité par mesure disciplinaire pour une durée d'un an, si les conditions d'application de cette mesure sont réunies.

Les élèves ne peuvent être autorisés à doubler une année académique ou une année d'école, tout en étant maintenus en service actif, que pour des motifs graves à apprécier par le Ministre de la Défense nationale.

Article 28.-

L'élève qui n'a pas été autorisé à doubler, qui abandonne ses études universitaires après un premier échec ou subit un second échec après avoir doublé, est renvoyé de l'école et placé dans une formation du service de santé.

L'élève de rang subalterne y restera jusqu'à l'expiration ou la résiliation de son engagement ou rengagement, sans toutefois que la durée de la mesure puisse dépasser un an.

Article 29.-

A la fin des cours de l'école d'application, a lieu un examen de sortie.

./...

Le jury chargé de procéder à cet examen est nommé par le Ministre de la Défense nationale.

Il est présidé par l'Inspecteur général du service de santé.

Chapitre IV. Candidats recrutés en cas d'insuffisance numérique des promotions sortant de l'école d'officiers du service de santé.

Article 30.-

Pour être admis comme officiers des cadres actifs du service de santé, les candidats mentionnés à l'article 1er, 2°, doivent être âgés de moins de 30 ans. Toutefois, la limite d'âge est portée à 32 ans pour les militaires non miliciens, les volontaires de guerre et les candidats portés sur une des quatre premières listes visées par l'article 2 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

Le Ministre de la Défense nationale règle l'avancement dans les cadres subalternes des candidats admis.

Article 31.-

Les candidats, non militaires et militaires de rang subalterne en congé sans solde ou illimité, n'ayant pas suivi précédemment avec succès le cycle de formation de candidat sous-lieutenant médecin de réserve ou de candidat sous-lieutenant pharmacien de réserve, doivent s'engager, pour une durée d'un an au moins par voie d'engagement ou de rengagement, à suivre ce cycle à l'Ecole du service de santé et à participer aux épreuves et examens prévus par les articles 35 à 39.

En cas d'échec à ces épreuves, l'engagement ou le rengagement des intéressés peut être résilié.

Article 32.-

Les candidats miliciens et volontaires en activité de service, sont tenus, à moins qu'ils ne l'aient fait antérieurement, de suivre à l'Ecole du service de santé le cycle de formation prévu à l'article 31 et de participer aux épreuves mentionnées au dit article.

Article 33.-

S'ils ont satisfait à ces épreuves, les miliciens revêtus du grade d'officier auxiliaire sont tenus de solliciter la démission du grade qu'ils occupent dans les cadres auxiliaires à la date de leur nomination d'officiers des cadres actifs.

Dans les mêmes conditions, les miliciens non revêtus du grade d'officier auxiliaire, doivent souscrire un rengagement d'un an prenant cours à l'issue de leur terme de service actif.

Les officiers médecins ou pharmaciens de réserve qui ont satisfait aux épreuves mentionnées à l'article 31, alinéa 1er, doivent solliciter la démission du grade qu'ils occupent dans les cadres de réserve à la date de leur nomination d'officiers des cadres actifs.

Article 34.-

Dès qu'ils ont satisfait aux épreuves et examens prévus par les articles 35 à 39, les candidats dont il est question aux articles 30 à 33 sont tenus de signer une déclaration, par laquelle ils s'engagent :

1° à poursuivre régulièrement leurs études à l'école d'application du service de santé;

2° à ne pas solliciter pour motif de convenance personnelle leur envoi en congé sans solde, leur démission du grade d'officier ou leur passage dans les cadres de réserve, avant d'avoir accompli trois ans de service actif à partir de la date de cette sortie.

L'article 40 du présent arrêté leur sera, dès lors, applicable.

Chapitre V. Promotions aux grades de sous-lieutenants ou lieutenants médecins ou pharmaciens.

Article 35.-

Le grade de sous-lieutenant médecin ou sous-lieutenant pharmacien des cadres actifs ne peut être conféré qu'aux candidats recrutés en vertu de l'article 1er, 1° ou 2°, porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements ou de pharmacien,et qui satisfont aux conditions formulées dans les articles 36 et 37.

Article 36.-

Les candidats sont soumis à une épreuve d'aptitude dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté ministériel.

Les candidats qui ont échoué à cette épreuve peuvent se représenter à une deuxième session.

Article 37.-

Les candidats sont soumis à l'examen prévu par l'article 4,a ou b,de la loi du 30 juillet 1938 relative à l'usage des langues à l'armée, s'ils n'y ont déjà satisfait.

Les candidats qui ont échoué à cet examen peuvent se représenter à une deuxième session organisée au moins trois mois et au plus tard un an après la première. En cas de réussite à cette dernière session, ils peuvent être admis à l'école d'application avec la promotion suivante.

Article 38.-

L'ordre de classement des candidats mentionnés à l'article 1er, 1°, est déterminé dans une même promotion

../..

en combinant le résultat de l'épreuve d'aptitude , prévue par l'article 36, avec la cote obtenue par les intéressés lors de leur admission définitive à l'Ecole du service de santé et avec les cotes obtenues pendant leur séjour à cette école.

Article 39.-

Les officiers recrutés par application de l'article 1er, 2°, sont, dans une même promotion, classés, suivant les mêmes principes, à la suite de ceux recrutés en vertu de l'article 1er, 1°.

Article 40.-

L'article 1er, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 27 décembre 1937, modifié par l'arrêté du Régent du 9 juillet 1949, n'est pas applicable en ce qui concerne la promotion des officiers médecins et des officiers pharmaciens au grade de lieutenant médecin ou de lieutenant pharmacien et à celui de capitaine médecin ou de capitaine pharmacien. L'avancement de ces officiers est, pour ces grades, indépendant de celui des officiers des armes et des autres services.

Pendant le maintien en vigueur de l'article 18, B, 2°, de la loi du 1er juin 1949, la promotion au grade de lieutenant médecin ou pharmacien n'est pas subordonnée à l'accomplissement dans le grade de sous-lieutenant élève ou de sous-lieutenant de la durée minima des services effectifs prévue par l'article 13 de la loi du 15 septembre 1924.

../..

Chapitre VI. Dispositions transitoires.

Article 41.-

Lors du premier recrutement organisé par application du présent arrêté, il pourra être procédé à l'admission simultanée à l'école d'officiers du service de santé de deux promotions d'élèves pharmaciens.

Les candidats admis directement en deuxième année d'école doivent satisfaire aux conditions fixées par les articles 10, 12 à 16 et 19.

Chapitre VII. Dispositions finales.

Article 42.-

L'arrêté du Régent du 6 décembre 1946 relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des officiers du service de santé des cadres actifs et au statut de l'école du service de santé, modifié par l'arrêté du Régent du 26 mars 1948, est abrogé.

Article 43.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :
Le Ministre de la Défense nationale,

BESLUIT VAN DE REGENT BETREFFENDE DE WERVING, DE VORMING EN DE BEVORDERING VAN DE OFFICIEREN VAN DE ACTIEVE KADERS VAN DE GEZONDHEIDSDIENST EN BETREFFENDE HET STATUUT DER SCHOOL VAN DE GEZONDHEIDSDIENST.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wetten van 18 Maart 1927, 27 Juni 1930 en 14 Juli 1930;

Gelet op de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 15 Februari 1937 en gewijzigd bij de wetten van 20 Augustus 1947 en 21 Augustus 1948;

Gelet op de wet van 16 Juni 1937 tot vaststelling van de officierenkaders van het leger op vredesvoet, met uitzondering van de Rijkswacht;

Gelet op de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

Gelet op de wet van 1 Juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, namelijk op artikel 18;

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, samengeordend bij het besluit van de Regent van 31 December 1949;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 December 1937 inzake verdeling der officieren ingevolge voornoemde wet van 16 Juni 1937, hetwelk is gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 16 November 1945 en 9 Juli 1949;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 26 Maart 1940 tot vaststelling van de staat en de stand der reserveofficieren namelijk op artikel 13;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Hoofdstuk I.- Werving van de officieren van de gezondheidsdiens

Artikel 1.-

De officieren-geneesheren en -apothekers der actieve kaders van de gezondheidsdienst worden aangeworven:

1° onder de houders van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker, die hun universitaire studiën hebben geëindigd terwijl zij leerling waren aan de School van de gezondheidsdienst;

2° ingeval het aantal promoties die uit de School voor officieren van de gezondheidsdienst komen, niet volstaat, onder de militairen in actieve dienst, met onbepaald verlof of met verlof zonder soldij, die houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker en met goede uitslag de opleidingscyclus voor candidaat-reserveonderluitenant-geneesheer of voor candidaat-reserve-onderluitenant-apotheker hebben gevolgd.

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt ieder jaar, hoeveel officieren van de gezondheidsdienst in elke der in artikel 1 vermelde twee categorieën worden aangeworven.

.../...

Hoofdstuk II.- School van de gezondheidsdienst.

Artikel 3.-

De inrichting van de School van de gezondheidsdienst, de bevoegdheden der overheden van wie zij afhangt en haar leerplannen worden door de Minister van Landsverdediging geregeld.

Artikel 4.-

De School omvat met name :

1° een "school voor officieren van de gezondheidsdienst";

2° een "applicatieschool van de gezondheidsdienst".

Artikel 5.-

De School voor officieren van de gezondheidsdienst heeft tot doel :

1° in de werving van de in artikel 1, 1°, vermelde leerlingen te voorzien;

2° hun de lichamelijke opvoeding, de begrippen van militaire opvoeding en opleiding en de taalkennis te verstrekken die zij nodig hebben om tot de rang van officier te komen;

3° hun onderricht te geven in de beginselen van de militaire geneeskunde of artsenijbereidkunde.

Artikel 6.-

De applicatieschool van de gezondheidsdienst heeft to doel de candidaten die krachtens artikel 1 zijn aangeworven, nadat zij het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker hebben behaald:

1° te specialiseren in de militaire geneeskunde of artsenijbereidkunde, door hen namelijk een proeftijd voor die vakken te doen doormaken;

2° hun taalkennis aan te vullen.

.../...

Artikel 7.-

Het onderwijs in de applicatieschool van de gezondheidsdienst duurt ten hoogste een jaar, behoudens strijdige beslissing van de Minister van Landsverdediging.

Artikel 8.-

Onder de voorwaarden bepaald door de Minister van Landsverdediging kunnen de officieren van de gezondheidsdienst, die houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker, gemachtigd worden in België of in het buitenland aanvullende cursussen te volgen waarvan het nut voor de krijgsmacht is erkend. Administratief zijn de betrokkenen tijdens die studiën aan de applicatieschool verbonden.

Hoofdstuk III.- Leerlingen aan de School van de gezondheidsdienst.

Artikel 9.-

De toelating van de in artikel 1, 1°, vermelde leerlingen tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst geschiedt in het eerste jaar.

Indien evenwel het getal candidaten tot het eerste jaar toegelaten, niet het getal bereikt dat voor de te werven promotie is vastgesteld, kan die promotie het volgend jaar worden aangevuld door candidaten rechtstreeks tot het tweede jaar toe te laten.

Het getal candidaten, rechtstreeks tot het tweede jaar toegelaten, mag in geen geval hoger zijn dan het getal leerlingen dat het jaar tevoren is vastgesteld voor bedoelde promotie.

.../...

Artikel 10.-

Om als leerling tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst te worden toegelaten, moeten de candidaten, behoudens de bij dit besluit bepaalde uitzonderingen, voldoen aan de eisen voor de beroepsvrijwilligers gesteld.

Artikel 11.-

Om als leerling tot het eerste jaar te worden toegelaten, moeten de candidaten :

1° ten hoogste 22 jaar oud zijn; voor de militairen niet-miliciens, voor de oorlogsvrijwilligers en voor de candidaten die voorkomen op een van de eerste vier lijsten, bedoeld bij artikel 2 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, wordt de leeftijdsgrens evenwel op 26 jaar gesteld;

2° houder zijn van het getuigschrift van de eerste proef van het examen voor de academische graad van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of van candidaat in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde.

Artikel 12.-

Om rechtstreeks tot het tweede jaar te worden toegelaten, moeten de candidaten :

1° ten hoogste 23 jaar oud zijn; voor de militairen niet-miliciens, voor de oorlogsvrijwilligers en voor de candidaten die voorkomen op een van de eerste vier lijsten, bedoeld bij artikel 2 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, wordt de leeftijdsgrens evenwel op 27 jaar gesteld;

2° houder zijn van het getuigschrift van de tweede proef van het examen voor de academische graad van candidaat in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of van het diploma van candidaat in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde.

.../...

Artikel 13.-

Om als leerling tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst te worden toegelaten, moeten de candidaten voldoen bij een geneeskundig onderzoek en bij een proef over lichamelijke geschiktheid welke in de School van de gezondheidsdienst, ten overstaan van een onderzoekscommissie en een commissie voor lichamelijke geschiktheid, plaatsvinden onder de voorwaarden die een ministerieel besluit zal bepalen.

De samenstelling der commissies wordt door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Artikel 14.-

De candidaten moeten eveneens voldoen bij een vergelijkend examen dat bestaat uit :

1° een proef over de grondige kennis van de Nederlandse of de Franse taal, die door de candidaat als eerste taal wordt opgegeven;

2° een proef over de elementaire kennis van de Nederlandse of de Franse taal, die door de candidaat als tweede taal wordt opgegeven. Deze proef loopt over het leerplan der koninklijke athenea tot en met de derde klasse;

3° een proef over de natuurkunde en een proef over de scheikunde. Deze proeven lopen over het leerplan van de eerste candidatuur in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of van de eerste candidatuur in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde en omvatten de vakken welke in de loop van het overeenstemmend academisch jaar onderwezen werden.

De candidaat die bij het vergelijkend examen tweemaal niet geslaagd is, mag niet meer opkomen.

De inrichting van de proeven wordt bij ministerieel besluit geregeld.

.../...

Artikel 15.-

De examencommissie voor het bij artikel 14 bepaald vergelijkend examen wordt door de Minister van Landsverdediging aangesteld. Zij wordt voorgezeten door de commandant van de School van de gezondheidsdienst of zijn plaatsvervanger en bestaat voor elke proef uit twee examinatoren, gekozen onder de leden van het onderwijzend personeel van een militaire onderwijsinrichting.

Artikel 16.-

Om in de eindrangschikking te worden opgenomen, moeten de candidaten in elke proef over de eerste en de tweede taal het vereiste minimumgetal punten behalen. Zij kunnen in die rangschikking worden opgenomen, welke uitslag zij in de proeven over de natuurkunde en de scheikunde ook hebben behaald.

Artikel 17.-

De leerlingen van de cadettenschool die de Grieks-Latijnse of Latijns-wiskundige humaniora met goed gevolg geëindigd hebben en die na de eerste candidatuur in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde, tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst wensen te worden toegelaten, kunnen, zolang zij op die toelating wachten, bij een eenheid in onderhoud geplaatst worden ten einde voornoemde universitaire leergangen aan een door hen te kiezen Belgische universiteit te volgen. In dit geval moeten zij :

1° zich onmiddellijk na het eindigen van de humaniora voor die leergangen laten inschrijven;

2° zich op het einde van het eerste academisch jaar na het einde van hun humaniora voor de overeenstemmende examens aanmelden;

3° zich er toe verbinden onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 11 tot 16 aan de examens voor toelating tot de school deel te nemen.

.../...

Artikel 18.-

Wanneer de betrokkenen niet slagen voor de examens bij artikel 17, 2°, bepaald of niet tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst worden toegelaten, kan hun dienstneming of wederdienstneming ontbonden worden.

Artikel 19.-

De bepalingen der artikelen 10 tot 16 van dit besluit zijn van toepassing op de candidaten met de graad van reserveofficier.

Bovendien worden dezen slechts tot de school toegelaten, indien zij vooraf ontslag nemen uit de graad die zij in het reservekader hebben en indien dat ontslag wordt aanvaard.

In afwijking van artikel 13, lid 6, van het koninklijk besluit van 26 Maart 1940, kunnen de betrokkenen bij het verstrijken van hun wederdienstneming of ingeval deze ontbonden is, bij koninklijk besluit met hun graad en anciënniteit opnieuw in het kader van de reserveofficieren opgenomen worden.

Artikel 20.-

Bij hun definitieve toelating moeten de leerlingen ondertekenen :

1° een dienstneming en een wederdienstneming van een totale duur van :
   a) ten minste drie jaar voor de candidaat-officieren-geneesheren die rechtstreeks tot het tweede jaar worden toegelaten;
   b) ten minste vier jaar voor de candidaat-officieren-geneesheren die tot het eerste jaar en voor de candidaat-officieren-apothekers die rechtstreeks tot het tweede jaar worden toegelaten;
   c) ten minste vijf jaar voor de candidaat-officieren-apothekers die tot het eerste jaar worden toegelaten;

.../...

2° een verklaring waarbij zij zich er toe verbinden, hun universitaire studiën en hun studiën aan de School van de gezondheidsdienst geregeld voort te zetten van het ogenblik dat zij de graad van officier hebben bekomen;

3° een verklaring waarbij zij zich er toe verbinden, hun wegzending met verlof zonder soldij, hun ontslag uit de graad van officier of hun overgang naar de reservekaders niet om persoonlijke aangelegenheden aan te vragen, alvorens zij zes jaar werkelijke dienst hebben gedaan sedert de datum waarop zij de applicatieschool van de gezondheidsdienst hebben verlaten.

Artikel 21.-

De leerlingen toegelaten tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst zetten hun universitaire studiën voort en beëindigen ze aan een door hen te kiezen Belgische universiteit. Daarna gaan zij over naar de applicatieschool van de gezondheidsdienst.

De leerlingen van het eerste jaar der school voor officieren volgen de leergangen van het tweede jaar candidatuur in de natuur- en geneeskundige wetenschappen of de leergangen van het tweede jaar candidatuur in de wetenschappen voorbereidend tot de artsenijbereidkunde.

De volgende jaren volgen zij de leergangen die overeenstemmen met de verdere academische studiejaren.

De inschrijving voor en het bijwonen van die leergangen is verplichtend en wordt door de commandant der school voor officieren van de gezondheidsdienst gecontroleerd.

Artikel 22.-

Voor de duur van die leergangen kunnen de leerlingen in onderhoud geplaatst worden bij een formatie van de gezondheidsdienst of bij een andere eenheid,gelegerd in het garnizoen waar de universiteit waarbij zij ingeschreven zijn, haar zetel heeft.

.../...

Tijdens deze periode kan hun opgelegd worden aan de genees- en artsenijbereidkundige dienst van die formatie of eenheid mede te werken, zonder dat zij nochtans aan hun universitaire en clinische leergangen of aan hun praktische oefeningen en hospitaalproeftijden mogen onttrokken worden.

Artikel 23.-

Van hun toelating af zijn de leerlingen aan het militair regime onderworpen. Degenen die tot hetzelfde studiejaar behoren, vormen een promotie.

De promoties krijgen, in de volgorde waarin zij de school voor officieren van de gezondheidsdienst binnenkomen, het nummer volgend op dat van de promoties welke vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden aangeworven.

Artikel 24.-

Gedurende de eerste drie jaren aan de school voor officieren van de gezondheidsdienst, of gedurende de eerste vier jaren voor de leerlingen-apothekers, dragen de leerlingen de titel van "leerling-geneesheer" of "leerling-apotheker" met aanduiding van het jaar waartoe zij behoren.

De Minister van Landsverdediging regelt hun bevordering in de lagere kaders. Zij hebben recht op de uitkeringen, vergoedingen en andere voordelen verbonden aan de graad waarmede zij bekleed zijn.

De soldijtrekkenden hebben kost en inwoning in de school voor officieren van de gezondheidsdienst of bij het organisme waar zij in onderhoud zijn.

De weddetrekkenden betalen de kosten van hun onderhoud en eventueel wordt de inhouding voor huisvesting op hen toegepast.

.../...

Tijdens hun derde jaar kunnen de leerlingen evenwel door de commandant der school gemachtigd worden elders te wonen en daar hun maaltijden te gebruiken.

Artikel 25.-

Bij het aanvangen van het vierde jaar kunnen de leerling-geneesheren, die al de voor de candidaat-officieren gestelde voorwaarden vervullen en houder zijn van het getuigschrift betreffende de eerste proef voor de academische graad van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, worden benoemd tot "onderluitenant-leerling-geneesheer", voor zover zij bij het in artikel 37 bepaald examen voldaan hebben.

Artikel 26.-

Wanneer de leerlingen het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of het diploma van apotheker hebben behaald, gaan zij naar de applicatieschool van de gezondheidsdienst over; het bepaalde in de artikelen 29 en 35 tot 40 is dan op hen van toepassing.

Artikel 27.-

Wanneer de leerling in geen der jaarlijkse twee zittijden is geslaagd voor de academische proef die met zijn promotie overeenstemt of bij het eindexamen van de applicatieschool is afgewezen, kan de Minister van Landsverdediging de betrokkene machtigen, zich met de volgende promotie voor de proef of het examen aan te melden, en kunnen te zijnen opzichte de volgende maatregelen worden genomen :

.../...

1° de leerling van lagere rang kan gedurende ten hoogste een jaar met verlof zonder soldij worden gezonden en wordt opnieuw bij de getalsterkte opgenomen zodra hij voor de proef is geslaagd;

2° de leerling met de rang van officier kan bij tuchtmaatregel gedurende een jaar op non-activiteit worden gesteld indien de voorwaarden om die maatregel toe te passen, zijn vervuld.

De leerlingen kunnen slechts om ernstige redenen, waarover de Minister van Landsverdediging te oordelen heeft, gemachtigd worden een academische jaar of een schooljaar over te doen terwijl zij in actieve dienst worden gehouden.

Artikel 28.-

De leerling, niet gemachtigd een jaar over te doen, die na een eerste afwijzing afziet van zijn universitaire studiën of, na een jaar te hebben overgedaan, nogmaals afgewezen is, wordt uit de school weggezonden en in een formatie van de gezondheidsdienst geplaatst.

De leerling van lagere rang blijft er tot zijn dienstneming of wederdienstneming verstreken is of ontbonden wordt, zonder dat die maatregel echter langer dan een jaar mag duren.

Artikel 29.-

Bij het einde der cursussen van de applicatieschool heeft een eindexamen plaats.

De examencommissie met het afnemen van dat examen belast, wordt door de Minister van Landsverdediging benoemd.

Zij wordt door de Inspecteur-generaal van de gezondheidsdienst voorgezeten.

.../...

Hoofdstuk IV.- Candidaten aangeworven bij ontoereikende getalsterkte van de promoties welke de school voor officieren van de gezondheidsdienst verlaten.

Artikel 30.-

Om als officier van het actief kader van de gezondheidsdienst te worden aangenomen, moeten de in artikel 1, 2°, vermelde candidaten minder dan 30 jaar oud zijn. Voor de militairen niet-miliciens, voor de oorlogsvrijwilligers en voor de candidaten die voorkomen op een van de eerste vier lijsten bedoeld bij artikel 2 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 wordt de leeftijdsgrens echter op 32 jaar gesteld.

De Minister van Landsverdediging regelt de bevordering van de toegelaten candidaten in de lagere kaders.

Artikel 31.-

De niet-militaire candidaten en de militairen van lagere rang met verlof zonder soldij of met onbepaald verlof die tevoren niet met goede uitslag de opleidingscyclus voor candidaat-reserveonderluitenant-geneesheer of voor candidaat-reserveonderluitenant-apotheker hebben gevolgd, moeten, bij wijze van dienstneming of wederdienstneming zich voor ten minste een jaar er toe verbinden die cyclus aan de School van de gezondheidsdienst te volgen en deel te nemen aan de proeven en examens, bij de artikelen 35 tot 39 bepaald.

In geval van afwijzing bij die proeven kan de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis der betrokkenen verbroken worden.

.../...

Artikel 32.-

De candidaten, miliciens en vrijwilligers in actieve dienst, zijn er toe gehouden aan de School van de gezondheidsdienst de bij artikel 31 bepaalde opleidingscyclus te volgen en aan de proeven in dat artikel vermeld, deel te nemen, indien zij het vroeger niet hebben gedaan.

Artikel 33.-

De miliciens met de graad van hulpofficier moeten, indien zij bij deze proeven voldaan hebben, hun ontslag aanvragen uit de graad, die zij bij de hulpkaders bekleden op de datum van hun benoeming tot officier van het actief kader.

In dezelfde omstandigheden moeten de miliciens, die niet met de graad van hulpofficier zijn bekleed, een wederdienstneming van één jaar ondertekenen, die ingaat op het einde van hun termijn actieve dienst.

De reserveofficieren-geneesheren of apothekers die bij de proeven in artikel 31, lid 1, vermeld, voldaan hebben, moeten hun ontslag aanvragen uit de graad, die zij bij de reservekaders bekleden op de datum van hun benoeming tot officier van het actief kader.

Artikel 34.-

Zodra de candidaten van wie sprake in de artikelen 30 tot 33 voldaan hebben bij de proeven en examens in de artikelen 35 tot 39 bepaald, dienen zij een verklaring te ondertekenen waarbij zij zich er toe verbinden :

1° hun studiën aan de applicatieschool van de gezondheidsdienst geregeld voort te zetten ;

.../...

2° hun wegzending met verlof zonder soldij, hun ontslag uit de graad van officier of hun overgang naar de reservekaders niet om persoonlijke aangelegenheden aan te vragen, alvorens zij drie jaar werkelijke dienst hebben gedaan sedert de datum waarop zij de school hebben verlaten. Van dan af zal artikel 40 van dit besluit op hen van toepassing zijn.

Hoofdstuk V. Bevorderingen tot de graden van onderluitenant-geneesheer of -apotheker of van luitenant-geneesheer of -apotheker.

Artikel 35.-

De graad van onderluitenant-geneesheer of onderluitenant-apotheker der actieve kaders kan enkel verleend worden aan de candidaten, krachtens artikel 1, 1° of 2°, aangeworven, die houder zijn van het diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van apotheker en voldoen aan de vereisten in de artikelen 36 en 37 gesteld.

Artikel 36.-

De candidaten moeten zich onderwerpen aan een bekwaamheidsproef, waarvan het programma en de modaliteiten bij ministerieel besluit worden vastgesteld.

De candidaten die voor die proef niet slagen, mogen zich op een tweede zittijd opnieuw aanmelden.

Artikel 37.-

De candidaten dienen het examen af te leggen dat bij artikel 4, a of b, van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger is bepaald, indien zij er nog niet aan voldaan hebben.

.../...

De candidaten die voor dat examen niet zijn geslaagd,mogen zich opnieuw aanmelden op een tweede zittijd, die ten minste drie maanden en ten laatste een jaar na de eerste wordt ingericht. Wanneer zij bij die tweede zittijd slagen, kunnen zij met de volgende promotie tot de applicatieschool worden toegelaten.

Artikel 38.-

De rangschikking van de candidaten in artikel 1, 1°,vermeld, wordt in eenzelfde promotie vastgesteld door samenvoeging van de uitslag der bij artikel 36 bepaalde bekwaamheidsproef met het puntencijfer door de betrokkenen behaald bij hun definitieve toelating tot de School van de gezondheidsdienst en met de puntencijfers tijdens hun verblijf in die school behaald.

Artikel 39.-

De officieren bij toepassing van artikel 1, 2°, aangeworven, worden in eenzelfde promotie volgens dezelfde beginselen gerangschikt na degenen die krachtens artikel 1, 1°, zijn aangeworven.

Artikel 40.-

Artikel 1, laatste lid, van het koninklijk besluit van 27 December 1937, gewijzigd bij besluit van de Regent van 9 Juli 1949, is niet van toepassing wat betreft de bevordering van de officieren-geneesheren en van de officieren-apothekers tot de graad van luitenant-geneesheer of luitenant-apotheker en tot de graad van kapitein-geneesheer of kapitein-apotheker. De bevordering van deze officieren hangt, voor deze graden, niet af van die der officieren van de wapens en de andere diensten.

.../....

Zolang artikel 18, B, 2°, van de wet van 1 Juni 1949 van kracht blijft, is de bij artikel 13 der wet van 15 September 1924 bepaalde minimumduur der werkelijke diensten in de graad van leerling-onderluitenant of van onderluitenant niet vereist voor de bevordering tot de graad van luitenant-geneesheer of -apotheker.

Hoofdstuk VI.- Overgangsbepalingen.

Artikel 41.-

Bij de eerste werving, bij toepassing van dit besluit ingericht, kunnen twee promoties leeringen-apothekers gelijktijdig tot de school voor officieren van de gezondheidsdienst worden toegelaten.

De candidaten die rechtstreeks tot het tweede schooljaar zijn toegelaten, moeten voldoen aan de vereisten bij de artikelen 10, 12 tot 16 en 19 gesteld.

Hoofdstuk VII.- Slotbepalingen.

Artikel 42.-

Het besluit van de Regent van 6 December 1946 betreffende de werving, de vorming en de bevordering van de officieren van de actieve kaders van de gezondheidsdienst en het statuut van de School van de gezondheidsdienst, gewijzigd bij besluit van de Regent van 26 Maart 1948, is opgeheven.

Artikel 43.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Landsverdediging,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, (signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER, (signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.